

Banque mondiale



Communiqué de presse n° 2002/111/S

Contacts : Merrell Tuck-Primdahl (202) 473-9516

Mtuckprimdahl@worldbank.org

Ana Elisa Luna Barros (202) 473-2907

alunabarros@worldbank.org

Stevan Jackson (TV/Radio) (202) 458-5054

Sjackson@worldbank.org

LE LANCEMENT DU « CYCLE DU DÉVELOPPEMENT » POURRAIT AIDER LES PAYS PAUVRES À FAIRE FACE AU RALENTISSEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Les perspectives économiques à court terme de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord sont meilleures que celles d'autres régions en développement

WASHINGTON, 31 octobre 2001 — L'élimination des obstacles au commerce, thème des réunions de l'OMC qui s'ouvrent début novembre à Doha (Qatar), pourrait améliorer sensiblement les perspectives à long terme des pays en développement, qui subissent pour beaucoup le contrecoup des attentats du 11 septembre et du ralentissement de l'économie mondiale. Un nouveau rapport de la Banque mondiale brosse un tableau généralement sombre de la situation à court terme pour les pays pauvres en raison du fléchissement survenu simultanément aux États-Unis, en Europe et au Japon. On s'attend en effet à ce que la croissance des pays en développement pour 2001 tombe à 2,9 %, soit près de la moitié du chiffre de 5,5 % enregistré en 2000. L'Amérique latine, l'Asie de l'Est et l'Afrique subsaharienne sont tout particulièrement touchées cette année. Par contre, la région Moyen-Orient et Afrique du Nord a droit à de meilleures perspectives à court terme que les autres, grâce à la fermeté des cours pétroliers et au fait que les périodes de sécheresse ont marqué une pause dans certaines parties du Maghreb. Si les pays industrialisés amorcent un redressement vers le milieu de l'année prochaine, comme le laisse présager le rapport, la croissance dans les pays en développement pourrait reprendre peu à peu, pour s'établir à 3,7 % en 2002.

Une refonte du système commercial international et une réduction des facteurs faisant obstacle aux échanges pourraient accélérer la croissance à moyen terme et réduire la pauvreté à travers le monde, selon l'édition 2002 du rapport de la Banque sur les perspectives économiques mondiales, publiée sous le titre *Global Economic Prospects and the Developing Countries 2002: Making Trade Work for the World's Poor*. Un

accroissement des échanges pourrait bien, à la longue, relever le taux de croissance annuel du PIB de 0,5 %, ce qui signifierait, à l'horizon 2015, que 300 millions d'individus pourraient sortir de la pauvreté et venir ainsi s'ajouter aux 600 millions d'êtres humains qu'une croissance normale fera échapper à la misère. Selon les estimations, les pays en développement pourraient enregistrer un surcroît de revenu de 1 500 milliards de dollars dans les dix années suivant l'introduction de mesures de libéralisation des échanges ; pour les pays développés, le gain serait de l'ordre de 1 300 milliards de dollars.

« Pour que cela soit le cas, il faut que les pays développés soient prêts à mettre les produits agricoles et les textiles sur la table des négociations, car c'est cela que produisent les pauvres à travers le monde », souligne **Uri Dadush, directeur à la Banque mondiale du Groupe d'étude des perspectives de développement**. Selon lui, un cycle de négociations ne méritera vraiment l'appellation de « cycle du développement » que s'il se traduit par un abaissement des barrières affectant les produits agricoles, par des progrès dans le dossier des textiles, et par un accord sur une réduction des mesures antidumping, parallèlement à la prise en compte des sujets de préoccupation des pays industrialisés.

Dans le monde intégré d'aujourd'hui, le commerce compte plus que jamais. De fait, les performances économiques pour l'année 2002 sont sous la menace potentielle d'une croissance réduite du volume des échanges mondiaux si les consommateurs et entreprises des pays industrialisés ne répondent pas à la baisse des taux d'intérêt ou à l'augmentation des dépenses budgétaires, ou si des événements imprévisibles en rapport avec les attentats terroristes viennent encore perturber la situation.

« Les attentats terroristes ont donné un sérieux coup de frein aux moteurs de l'économie mondiale, qui donnaient déjà des signes d'essoufflement », déclare **Richard Newfarmer, principal auteur du rapport**. « Ce qui rend cette situation particulièrement risquée, c'est que c'est la première fois depuis 1982 que les États-Unis, l'Europe et le Japon connaissent un ralentissement tous en même temps. » Dans ce contexte, les échanges ont connu en 2001 une des décélérations les plus brutales que le monde moderne ait jamais connues — de 13 % en 2000 à 1 % peut-être pour cette année. Les pays en développement pourraient voir le taux de progression de la demande pour leurs produits d'exportation baisser de 10 points de pourcentage, ce qui compromet sérieusement leur croissance pour cette année. « Sur un plan positif », ajoute toutefois **Richard Newfarmer**, « la croissance du volume des exportations mondiales devrait se raffermir pour atteindre 7,2 % sur la période 2002-2003. »

Les auteurs du rapport proposent quatre séries de mesures pour opérer ce qu'ils appellent une « refonte de l'architecture du commerce mondial en vue de promouvoir le développement » : lancer un Cycle du développement sous les auspices de l'OMC ; promouvoir un effort de coopération à l'échelon international pour accroître les échanges en dehors du cadre de l'OMC ; encourager, dans les pays à revenu élevé, l'adoption de politiques d'aide propres à renforcer le commerce ; et, au sein des pays en développement, plaider pour une réforme des politiques commerciales dans le but d'accélérer le processus de développement.

Perspectives pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

La fermeté des cours pétroliers ainsi que la pause marquée par les périodes de sécheresse dans certaines parties du Maghreb ont grandement amélioré les perspectives de croissance à court terme de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Selon les prévisions, le taux de croissance du PIB, après avoir marqué un recul à 2,9 % en 2002, devrait se rétablir à 3,6 % en 2003. Le fait que la reprise sera retardée dans les pays industrialisés réduira sensiblement les facteurs externes de croissance pour la région à la fin de 2001 et au début de 2002. Pour cette même année 2002, le ralentissement de l'augmentation de la demande mondiale maintiendra les prix du pétrole en bas de la fourchette établie par l'OPEP (aux alentours de 21 dollars le baril), et la croissance dans les pays où le pétrole occupe une place dominante est de ce fait censée fléchir, pour se situer à 2,3 % en 2002. Les pays de la région qui ont des exportations diversifiées subiront tous le contrecoup de la baisse de régime des économies européennes. On s'attend pour eux à une croissance moyenne de l'ordre de 4,3 % pour la période 2002-2003.

S'agissant des prévisions de croissance à long terme, elles s'établissent en moyenne à 2,7 % pour les pays exportateurs de pétrole, et à 4,3 % pour ceux qui ont des exportations diversifiées. Ces perspectives à long terme pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord reflètent un certain nombre de facteurs : la baisse en valeur réelle des prix du pétrole et des autres produits de base à laquelle on s'attend dans les dix années à venir ; le ralentissement des gains de productivité ; la vulnérabilité des pays de la région aux chocs extérieurs ; le rôle important joué par l'État dans les décisions d'investissement ; et l'intérêt limité manifesté par les investisseurs étrangers pour les économies de la région, au-delà des secteurs des produits de base.

| Tableau A1.6. Résumé des perspectives pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord | | | | | | | |
|---|-----------|------|------|------------|------|------|-----------|
| (en pourcentage par an) | | | | Prévisions | | | |
| | 1991-2000 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004-2010 |
| Croissance du PIB réel | 3,2 | 2,2 | 3,9 | 3,4 | 2,9 | 3,6 | 3,3 |
| Consommation par habitant | 0,4 | 0,3 | 3,1 | 1,7 | 0,7 | 0,8 | 0,9 |
| PIB par habitant | 1,0 | 0,3 | 1,9 | 1,5 | 1,0 | 1,6 | 1,4 |
| Population | 2,2 | 1,9 | 2,0 | 1,9 | 1,9 | 1,9 | 1,9 |
| Inflation /a. | 5,2 | 3,5 | 3,4 | 4,5 | 4,5 | 4,0 | 4,0 |
| Investissement intérieur brut/PIB /b. | 22,7 | 22,4 | 23,4 | 23,9 | 24,2 | 24,3 | 25,4 |
| Solde budgétaire de l'adm. centrale/PIB | -1,6 | -2,7 | -2,5 | -3,0 | -2,9 | -2,6 | -2,2 |
| Volume des exportations /c. | 5,8 | 13,1 | 6,2 | 3,0 | 4,0 | 5,7 | 4,6 |
| Solde du compte courant/PIB | -1,9 | -1,0 | 8,1 | 4,7 | 0,8 | -0,9 | -2,3 |
| <i>Pour mémoire :</i> | | | | | | | |
| Croissance du PIB : Exportateurs de pétrole | 2,6 | 1,8 | 3,3 | 2,6 | 2,3 | 3,3 | 2,7 |
| Exportateurs diversifiés | 4,0 | 3,3 | 3,4 | 4,4 | 4,2 | 4,3 | 4,3 |
| a. Déflateur du PIB en monnaie nationale ; valeur médiane. | | | | | | | |
| b. Ratio des investissements en valeur réelle. | | | | | | | |
| c. Biens et services non facteurs. | | | | | | | |
| Source : Prévisions de base de la Banque mondiale, octobre 2001 ; données préliminaires. | | | | | | | |

Perspectives mondiales : d'importants risques à court terme, mais des perspectives favorables sur le long terme

Bien que ces prévisions soient assujetties à un niveau de risque particulièrement élevé, on s'attend pour 2002 à une reprise de l'économie à l'échelon mondial. Pour les pays en développement, on prévoit une croissance de 3,7 % si le contexte extérieur se maintient, au lieu des 2,9 % prévus pour 2001, et le taux de croissance envisagé pour l'économie mondiale est de 1,6 %.

En dehors de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, il ressort du rapport que le ralentissement de l'activité économique aura, pour les cinq autres régions en développement, des incidences très variables qui refléteront dans bien des cas la physionomie de leurs exportations. Les pays d'Amérique latine et d'Asie de l'Est, gros exportateurs de biens manufacturés, ont subi les premiers les effets de la baisse de la demande de produits importés aux États-Unis et au Japon. La faiblesse des économies européennes et la baisse des prix des produits de base ont été des facteurs de pression supplémentaires pour les pays d'Amérique latine, d'Europe centrale et d'Afrique subsaharienne. L'Asie du Sud, qui est moins intégrée à l'économie mondiale et peut compter sur un secteur des services dynamique, a été moins touchée par la détérioration de la conjoncture internationale. Mais le double choc provoqué par le ralentissement simultané de l'activité aux États-Unis, en Europe et au Japon et par les attentats terroristes fait que toutes les régions ont vu leur taux de croissance diminuer. Cela s'explique par le ralentissement des échanges, la baisse du tourisme et le renchérissement des capitaux lié au fait que les apports de crédit aux pays en développement présentant plus de risques se sont quasiment interrompus, sauf pour les meilleurs emprunteurs.

Les auteurs du rapport estiment qu'en dépit de la situation extrêmement difficile observée en 2001, les perspectives à long terme pour les pays en développement sont prometteuses. Cela est dû en grande partie à quatre facteurs : une meilleure gestion macroéconomique, une hausse de l'épargne, une transparence accrue, et une plus grande diversification. Pour la période 2005-2015, on prévoit un taux de croissance moyen par habitant de 3,6 % pour les pays en développement et de 2,5 % pour les pays à revenu élevé. On s'attend par ailleurs à une solide reprise des marchés d'exportation d'ici 2003, mais les prix des produits de base risquent de rester déprimés encore un certain temps.

« Les problèmes à court terme sont sérieux et appellent une réponse urgente, mais les perspectives à long terme pour les pays en développement demeurent favorables », estime

| | Estimation actuelle | Prévisions actuelles | | |
|---|------------------------|-------------------------|------|------|
| | | 2000 | 2001 | 2002 |
| Commerce mondial (volume) | 13,3 | 1,0 | 4,0 | 10,2 |
| PIB mondial (taux de croissance) | 3,8 | 1,3 | 1,6 | 3,9 |
| Pays à revenu élevé | 3,4 | 0,9 | 1,1 | 3,5 |
| Membres de l'OCDE | 3,3 | 0,9 | 1,0 | 3,4 |
| États-Unis | 4,1 | 1,1 | 1,0 | 3,9 |
| Japon | 1,5 | -0,8 | 0,1 | 2,4 |
| Zone euro | 3,5 | 1,5 | 1,3 | 3,6 |
| Non membres de l'OCDE | 6,3 | 0,6 | 3,2 | 5,7 |
| Pays en développement | 5,5 | 2,9 | 3,7 | 5,2 |
| Asie de l'Est & Pacifique | 7,5 | 4,6 | 4,9 | 6,8 |
| Europe & Asie centrale | 6,3 | 2,1 | 3,0 | 4,2 |
| Amérique latine & Caraïbes | 3,8 | 0,9 | 2,5 | 4,5 |
| Moyen-Orient & Afrique du Nord | 3,9 | 3,4 | 2,9 | 3,6 |
| Asie du Sud | 4,9 | 4,5 | 5,3 | 5,5 |
| Afrique subsaharienne | 3,0 | 2,7 | 2,7 | 3,9 |

Source : Banque mondiale, *Global Economic Prospects 2002*.

Nick Stern, économiste en chef et premier vice-président de la Banque mondiale.

« Depuis les crises du milieu des années 90, les liens commerciaux ont gagné en importance et beaucoup de pays en développement sont désormais moins tributaires des formes plus volatiles de flux de capitaux. En outre, beaucoup d'entre eux sont mieux équipés pour résister aux chocs extérieurs négatifs, compte tenu des réformes qu'ils ont menées au plan intérieur et de la diversification de leurs échanges extérieurs. Surtout, au vu des progrès ainsi accomplis sur le plan des politiques mises en œuvre, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'ils retrouvent des taux de croissance relativement soutenus une fois que l'économie mondiale sera sortie de la phase de ralentissement actuelle. Les autres pays en développement dotés de politiques moins solides ont obtenu de bien moins bons résultats dans les années 90, ce qui soulève un problème d'inclusion. »

Mais même si l'on retient ces perspectives de croissance favorables pour la plupart des régions, il n'en reste pas moins que certains pays risquent de rester à la traîne, ce qui rendra problématique la réalisation des objectifs internationaux de développement consistant à réduire la mortalité infantile, à faire reculer de moitié la pauvreté et à accroître les taux d'alphabétisation. Les pays exportateurs de produits de base non pétroliers, ceux qui sont très endettés et ceux qui ont de mauvais antécédents en matière de crédit se trouveront handicapés sur les marchés financiers et commerciaux. L'Afrique subsaharienne, en particulier, fait face à d'énormes problèmes à tous ces niveaux, sans parler du problème de santé publique posé par l'épidémie de sida. C'est pourquoi les auteurs du rapport insistent sur le fait qu'il faut impérativement, même dans le contexte incertain actuel, relancer l'ordre du jour du commerce mondial, accorder un accès préférentiel aux pays à faible revenu et fournir une aide dans le but de renforcer les échanges.

Appel à l'établissement de nouvelles règles commerciales et à la réduction des obstacles aux échanges

Soulignant le coût des subventions agricoles en vigueur dans les pays riches, qui est estimé à 1 milliard de dollars par jour, montant plus de six fois supérieur à l'ensemble de l'aide au développement accordée aux pays pauvres, les auteurs du rapport font également état des multiples barrières qui ont un effet préjudiciable sur les pays en développement, qu'il s'agisse des subventions, des importants tarifs douaniers imposés sur certains produits de ces pays, ou du fait que ceux-ci sont dissuadés d'entreprendre des activités de transformation en aval par les codes douaniers en vigueur dans les pays à revenu élevé. Ils en appellent à ces derniers pour qu'ils accordent aux pays en développement à faible revenu un accès hors droits et hors quotas à leurs marchés. *« Si les États-Unis, le Canada et le Japon emboîtaient le pas à l'Union européenne avec son programme "Tout sauf les armes" d'accès préférentiel aux pays les moins avancés, et si ce programme était étendu à l'ensemble des pays en développement à faible revenu, ceux-ci pourraient tirer plus parti de la mondialisation »*, fait remarquer **Uri Dadush**.

Durant les années 90, le **taux de croissance du commerce des marchandises** a été près de trois fois supérieur à celui du PIB. Les données révèlent en effet qu'entre 1990 et 1999, le volume des échanges mondiaux dans ce domaine a augmenté de 6,3 % par an,

alors que le PIB mondial progressait dans le même temps au rythme annuel de 2,1 %. Dans toutes les grandes régions, les exportations ont progressé plus vite que la demande intérieure. Mais les pays les plus pauvres, appelés « pays les moins avancés » (PMA), sont restés à la traîne, notamment parce qu'ils restent tributaires de l'agriculture et des activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre, deux secteurs de production pour lesquels la demande mondiale de produits augmente moins rapidement et les barrières commerciales sont deux à trois supérieures à celles érigées dans les autres domaines.

Selon le rapport, le **commerce des services** a plus que triplé en l'espace de 15 ans, pour se chiffrer à 1 200 milliards de dollars en 1999, et il représente désormais le quart de tous les échanges transfrontières. Pour les auteurs du rapport, libéraliser l'accès de prestataires de services étrangers contribuerait énormément à promouvoir la croissance et à améliorer la productivité, et les effets d'une telle approche seraient quatre fois supérieurs à ceux de simples réformes tarifaires et autres affectant les marchandises. Cela tient au fait que les télécommunications, les services financiers, les transports et les services aux entreprises ont de multiples liens avec les autres secteurs de l'économie et contribuent à améliorer la productivité de bon nombre d'entre eux. **Richard Newfarmer** fait toutefois une mise en garde : « *Il faut que les pays tirent les leçons de la crise de l'Asie de l'Est* », dit-il. « *La libéralisation doit s'accompagner d'un contrôle bancaire effectif, d'une réglementation concurrentielle dans le domaine des télécommunications et d'un processus de privatisation de nature à générer la concurrence, si l'on veut que les pays tirent parti de la mondialisation au lieu d'être submergés par elle.* »

Le rapport accorde une attention particulière au secteur des **transports**. Si les pays développés laissent s'instaurer une plus libre concurrence dans le transport maritime international, fait-il notamment valoir, cela pourrait faire baisser les coûts des pays en développement de plus de 20 %, car les restrictions actuellement imposées par les opérateurs privés, dans certains cas avec la sanction quasi officielle des autorités, limitent la concurrence et font monter les prix.

Dans le domaine de la **propriété intellectuelle**, les auteurs recommandent un « rééquilibrage » de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, accord global conclu dans le cadre de l'Uruguay Round et conférant de nouveaux droits commerciaux aux détenteurs de brevets, pour permettre aux pays en développement, à commencer par ceux à faible revenu, d'avoir accès aux médicaments et aux produits essentiels à leur développement à des prix compétitifs. En l'état actuel des choses, si les pays en développement devaient appliquer intégralement cet accord, ils devraient acquitter quelque 20 milliards de dollars de plus sous forme de paiements extérieurs liés aux technologies, et supporter en outre la facture administrative afférente aux mesures de contrôle d'ordre intérieur. C'est pourquoi les auteurs du rapport préconisent une application graduelle de l'accord, accompagnée d'un effort d'assistance technique financé par les bailleurs de fonds et modulé en fonction du niveau de développement des pays, ainsi qu'un recours plus fréquent aux licences obligatoires pour stimuler la concurrence au niveau de la fixation des prix.

Au-delà de Doha : pour une nouvelle architecture du commerce mondial propre à favoriser le développement

Le rapport préconise une refonte de l'architecture du commerce mondial qui aille dans le sens du développement et de la réduction de la pauvreté. Ses auteurs mettent l'accent sur quatre axes d'action :

- Utiliser la réunion ministérielle de l'OMC comme tremplin pour un nouveau cycle de négociations commerciales qui tienne lieu de « cycle du développement », en ce sens qu'il réduirait les obstacles au commerce à l'échelle mondiale, et surtout ceux auxquels se heurtent les pays pauvres et les marchandises produites par les pauvres.
- Prendre des mesures concertées au plan international pour promouvoir les échanges dans un contexte autre que le cadre de négociations de l'OMC.
- Pour les pays à revenu élevé, adopter des politiques de développement favorables aux échanges.
- Pour les pays en développement, engager de nouvelles réformes commerciales, en particulier au niveau des politiques intérieures ayant une incidence sur les échanges Sud-Sud.

En dehors de l'OMC, la Banque peut, en collaboration avec d'autres institutions financières et organismes internationaux, fournir une aide de nature à favoriser les échanges en intensifiant ses efforts d'appui au développement dans plusieurs domaines. C'est ce qui est fait, par exemple, par le biais du « Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce », mécanisme mis sur pied par des donateurs bilatéraux en faveur des PMA. Cette aide peut aussi prendre la forme de conseils sur les politiques à suivre qui serviront de base aux Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), ou d'études appelées « études d'intégration » sur lesquelles s'appuient les stratégies d'aide aux pays. Mais en dernière analyse, c'est aux pays en développement eux-mêmes qu'il appartient d'entreprendre les réformes en question. Pour les auteurs du rapport, les réformes intérieures ne doivent pas rester prisonnières des mesures prises ailleurs, et ce sont les pays qui se sont intégrés plus rapidement à l'économie mondiale qui ont enregistré une croissance plus soutenue que les autres.

Il est par ailleurs envisageable d'élargir l'aide multilatérale afin de contribuer à résorber, dans les pays visés, les goulets d'étranglement préjudiciables à la compétitivité de l'économie — par exemple, dans le domaine financier, sur le plan des transports et des infrastructures, en matière d'enseignement pour les salariés à faible revenu, ou encore au niveau des organismes publics qui s'occupent des questions commerciales. Une autre possibilité consiste à financer des mécanismes pour aider les pays pauvres à se prévaloir des dispositions relatives à la propriété intellectuelle afin de protéger des valeurs immatérielles telles que les savoirs traditionnels, les dessins et modèles, les œuvres musicales et les éléments du patrimoine ethno-botanique. Enfin, un fonds mondial pour la santé pourrait être établi pour permettre l'acquisition de licences auprès des firmes à

l'origine de nouveaux médicaments indispensables au traitement du VIH/SIDA et des autres maladies dont sont surtout victimes les pays à faible revenu.

Nick Stern conclut en ces termes : « *Au moment où les pays en développement cherchent de nouvelles opportunités pour assurer la croissance et faire reculer la pauvreté, il est plus impératif que jamais d'élargir l'accès au marché pour leurs exportations. Il faut que le prochain cycle de négociations multilatérales place le développement sur le devant de la scène, et il faut qu'il s'engage rapidement.* »

-###-

Les journalistes peuvent obtenir accès à la documentation avant l'expiration de l'embargo par l'intermédiaire du Centre d'information en ligne de la Banque mondiale pour les médias à :
<http://media.worldbank.org/secure/>

Les journalistes accrédités qui n'ont pas de mot de passe peuvent en demander un en remplissant le formulaire d'inscription disponible à l'adresse suivante :
<http://media.worldbank.org/>

Le résumé du rapport sera mis à la disposition du public après l'expiration de l'embargo sur le web à l'adresse suivante :

<http://www.worldbank.org/prospects/gep2002>

Les médias sont invités à citer ce site web dans leurs articles sur le rapport.